

"A propos de l'Ostpolitik" dans L'Europe en formation (Mai 1971)

Légende: Dans son édition de mai 1971, la revue fédéraliste L'Europe en formation dégage les effets positifs et les menaces que peut représenter l'Ostpolitik poursuivie par le chancelier allemand Willy Brandt.

Source: L'Europe en formation. dir. de publ. Marc, Alexandre ; Réd. Chef Marc-Lipiansky, Arnaud. Mai 1971, n° 134. Nice: Presses d'Europe. "A propos de l'Ostpolitik", auteur:Kinsky, Ferdinand , p. 14-15.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL: http://www.cvce.eu/obj/a_propos_de_l_ostpolitik_dans_l_europe_en_formation_mai_1971-fr-94840c13-eed5-4b26-b070-97262477ba42.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

A propos de l'«Ostpolitik»

par Ferdinand Kinsky

Le débat politique qui se déroule en Allemagne depuis un an, au sujet de l'*Ostpolitik*, ne manque pas d'animosité, voire quelquefois de violence. «Rapallo», «l'Allemagne vendue à l'Est», «la R.F.A. bientôt une démocratie populaire», «haute trahison», sont quelques-uns des slogans employés par les adversaires de la politique du chancelier Willy Brandt, auxquels les milieux favorables au gouvernement répliquent en exaltant cette politique comme étant «réaliste», «pacifique» et «européenne».

Une analyse moins passionnée, au-delà de ces slogans, devrait tout de même se poser la question de savoir si l'*Ostpolitik* représente une alternative à la politique européenne ou si, au contraire, elle pourrait en devenir un élément positif. Pour trouver une réponse satisfaisante à cette question fondamentale, tentons d'abord une confrontation des effets positifs et des dangers qui semblent se dégager de cette *Ostpolitik*.

1. Les aspects positifs

Le gouvernement Brandt peut porter à son crédit:

– Le geste, dont l'importance ne doit pas être sous-estimée, de réconciliation avec les peuples de l'Europe de l'Est. La genuflection de M. Brandt au ghetto de Varsovie, fort critiquée par ses adversaires en Allemagne, a suscité un écho largement favorable, voire une admiration incontestable, dans l'immense majorité de l'opinion publique mondiale. En cela l'*Ostpolitik* a comblé une lacune laissée par le chancelier Adenauer qui, lui, avait entrepris avec succès une politique de réconciliation avec l'Occident.

– La reconnaissance du *statu quo* et des frontières actuelles enlève à la République fédérale le soupçon de revanchisme et de nationalisme souvent nourri par des déclarations antérieures qui exigeaient la réunification.

– Sans aucun doute, M. Willy Brandt a obtenu pour sa personne et pour son pays un gain de prestige dans le monde entier. La revue américaine *Time* l'a choisi comme «l'homme de l'année 1970», *Le Monde*, *L'Express* et *Le Nouvel Observateur* parlent de «l'Europe de M. Brandt». Depuis le départ d'Adenauer, l'Allemagne semble être dirigée à nouveau par un «homme d'État» de format international.

– Contrairement aux années 50, où le S.P.D. de Kurt Schumacher opposa une conception neutraliste à la politique du chancelier Adenauer d'intégration européenne et d'alliance atlantique, le gouvernement Brandt a souligné clairement et à maintes reprises que l'*Ostpolitik* ne constitue pas une alternative à l'O.T.A.N. ou à l'unification de l'Europe occidentale. Les consultations et concertations poursuivies par le gouvernement de Bonn avec ses partenaires occidentaux, l'attitude apparemment ferme de M. Brandt au «sommet» de La Haye en décembre 1969 et celle de son ministre Schiller au sujet du «plan Werner», semblent confirmer la sincérité de ses déclarations: l'actuel gouvernement fédéral n'est pas moins «européen» que ceux des deux chanceliers précédents.

2. Les dangers

Enumérons maintenant les inconvénients et les dangers que représente l'*Ostpolitik* pour l'Allemagne et pour l'Europe.

– Le chancelier Brandt ayant déclaré que la ratification des traités de Moscou et de Varsovie dépendait des concessions soviétiques au sujet de Berlin, il a mis la République fédérale dans une situation difficile. Selon la vieille méthode du bâton et de la carotte, les Soviétiques ont, d'une part, déjà déclaré qu'ils n'attachaient qu'une importance secondaire à la ratification, puisque les traités une fois signés liaient de toute façon la République fédérale et, d'autre part ils menacent les Allemands en les accusant de manquer de sincérité. Il semble improbable que les Soviétiques envisagent de se priver d'une pareille situation privilégiée en faisant des concessions dans la question de Berlin. Ils sont en mesure de pouvoir souligner encore longtemps que

les Allemands ont enfin reconnu les faits, mais qu'ils continuent à poursuivre une politique équivoque et de guerre froide. Si M. Willy Brandt avait vraiment espéré obtenir un progrès pour Berlin, il aurait mieux fait de lier cette question à la signature des traités et non point à leur ratification. En cela, l'argumentation des adversaires du chancelier semble valable, selon laquelle le gouvernement de Bonn aurait agi trop vite en négligeant les règles fondamentales de toute diplomatie.

– Même si le gouvernement fédéral souligne que l'*Ostpolitik* ne met pas en question l'intégration de l'Europe occidentale, les Soviétiques ne sont pas de cet avis. Plusieurs porte-parole du Kremlin ont déjà indiqué que le paragraphe du traité de Moscou fixant l'intégrité des frontières actuelles ne permettrait pas la création d'une union fédérale européenne, à l'intérieur de laquelle les frontières perdraient leur valeur. Certes, M. Walter Scheel, ministre allemand des affaires étrangères, ne partage pas ce point de vue. Mais cette interprétation constitue une arme juridique pour l'Union soviétique contre l'intégration européenne.

– S'il est vrai que le gouvernement de Bonn ne peut être accusé de nationalisme, après avoir fait essentiellement des concessions, il ne faut pas méconnaître le danger éventuel que la République fédérale ne s'habitue peu à peu à poursuivre une politique d'indépendance nationale, en oubliant ses engagements européens.

– Cette éventualité serait d'autant plus grave que l'ouverture des marchés de l'Est séduit sans aucun doute une grande partie de l'industrie et du commerce allemands.

Pour une «Ostpolitik» européenne

Toutefois, ce dernier danger est souvent exagéré. L'évolution des derniers mois montre qu'un véritable changement de cap ne semble guère réalisable pour l'économie allemande. Les échanges commerciaux entre la R.F.A. et l'U.R.S.S. n'atteignent même pas 2% de l'ensemble du commerce extérieur de l'Allemagne fédérale. Une augmentation sensible de ces échanges se heurte à une série de difficultés: la plupart des produits industriels des pays socialistes n'atteignent pas la qualité nécessaire pour entrer en concurrence sur le marché allemand qui, d'autre part, est largement saturé quant aux matières premières qui pourraient être offertes par l'Europe de l'Est. Il s'y ajoute l'attitude doctrinale de l'U.R.S.S. concernant la balance commerciale: l'Union soviétique n'accepte, en effet, d'acheter des marchandises que dans la mesure où elle peut vendre elle-même des produits d'un montant équivalent. Reste évidemment la possibilité d'investissements ouest-allemands à l'Est; mais là aussi, un voyage récent d'un important groupe d'industriels allemands en a bien montré les limites: les dirigeants soviétiques ne pouvaient et ne voulaient accorder les garanties exigées par les industriels allemands.

Soulignons enfin que l'*Ostpolitik* doit se confronter aux mêmes réalités auxquelles se sont heurtées les illusions du général de Gaulle: l'Union soviétique ne songe pas un seul instant à se laisser contester son leadership à l'Est par la politique d'un petit Etat-nation de l'Europe occidentale. Par conséquent, l'*Ostpolitik* représente certes un petit pas en avant vers la détente, mais elle ne mènera ni à la réunification nationale de l'Allemagne ni à la dissolution des blocs et à l'unification «paneuropéenne». En l'absence d'une véritable *Ostpolitik* européenne, celle de l'Allemagne est, bien sûr, logique et compréhensible. Mais les véritables problèmes subsistent. Le succès ou l'échec de l'*Ostpolitik* allemande dépendra donc essentiellement de savoir si oui ou non elle sera incluse dans les relations extérieures communes de l'Europe. Il va de soi que cette politique étrangère européenne ne peut être le résultat des consultations prévues par le «rapport Davignon». Sans une autorité politique européenne, la conférence de sécurité proposée par l'U.R.S.S., ne pourra avoir qu'un des deux résultats suivants: l'échec ou l'expansion de l'influence soviétique en Europe.

FERDINAND KINSKY